



30000309565

DOCUMENTATION

5. JAN. 1989

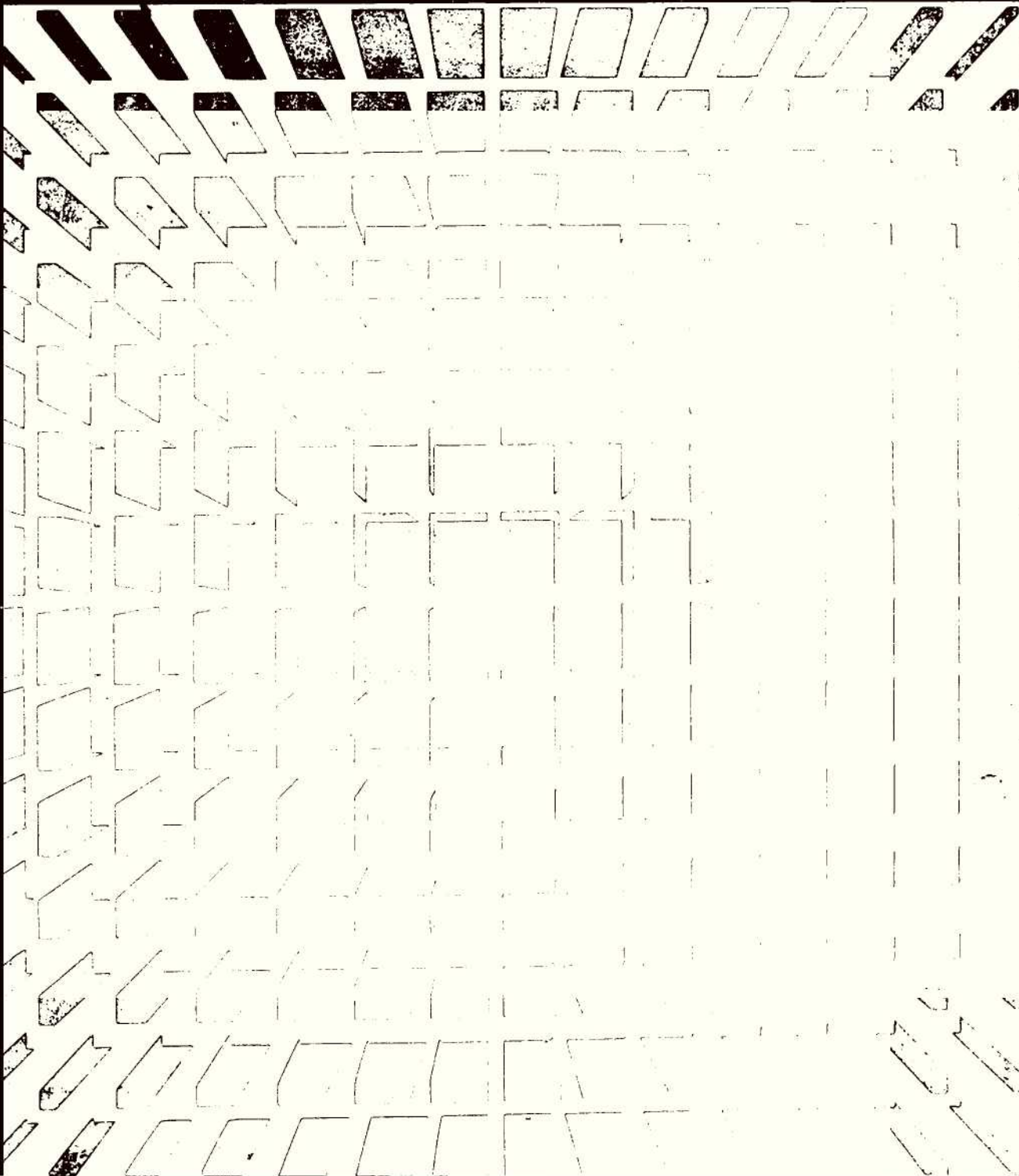
BIBLIOTHÈQUE

Note de conjoncture de l'INSEE.
Supplement a: tendances de la con.
No 000004 1989 12 00
INSEE-BIBC P FRA 1110st

NOTE CONJONCTURE

DE L'INSEE

(Collection n° 2)



INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Revue de conjoncture

République Française / Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget / Institut National de la Statistique et des Etudes
Economiques / Directeur Général : M. Jean-Claude MILLERON / Direction Générale : 18, bd Adolphe Fierard, 75675 PARIS Cedex 14 /
Téléphone : (1) 45.40.12.12 / Télex : 204924 / Télécopie : (1) 40.92.11.91

SOMMAIR

DECEMBRE 1989

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

VUE D'ENSEMBLE

Prix et tensions dans l'industrie manufacturière 13

FICHES THEMATIQUES

L'environnement international	20
La politique monétaire et le financement	24
Le prix des matières premières	30
Les coûts et les prix de production	34
Les prix de détail	36
L'investissement productif	42
La production	48
Les stocks	52
La productivité du travail	54
L'emploi	55
Le chômage	60
Les salaires	65
Les administrations publiques	70
Le revenu des ménages	75
La consommation des ménages	78
Les échanges extérieurs de produits manufacturés	81
Les soldes extérieurs	86

Annexes :

Révisions des prévisions	90
Le compte associé	92

© INSEE 1989

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- N° 35 du cahier 1 (bleu) : fin décembre 1989
- N° 31 du cahier 2 (vert) : fin février 1990

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE, diffusée par la Direction de la Diffusion et de l'Action Régionale de l'INSEE / Couverture :
agence PUZZLE / Cette publication fait notamment partie de l'abonnement à TENDANCES DE LA CONJONCTURE (Chef de section
"TENDANCES" : Lucien CHAUVET / Bulletin d'abonnement et tarifs en dernière page.

Ont directement participé à la réalisation de cette note :

Rédacteurs en chef :

Stéfan Lollivier ; Bernard Salanié

Contributeurs :

Laurent Arthaud ; Brigitte Belloc ; Laurent Berrebi ; Pascale Bessy ; Danièle Bourlange ; Ghislaine Calvarin ; Sylvie Carat ; Luis Cases ; Eric Chaney ; Louis Cretin ; Lise Dervieux ; Nicole Desprez ; Guillaume Dureau ; Jean-Christophe Fanouillet ; Jean-Pierre Fraichot ; Dominique Guellec ; Pierre Joly ; Thierry Lacroix ; Gilles Laguerre ; Vincent Le Calonnec ; Antoine Moreau ; Christiane Nivet ; Eric Poirié ; Marie-Pierre Plaux ; Pascale Pollet ; Emmanuel Raoul ; Vincent Rodes ; Florence Salet ; Marie-Hélène Tamisier ; Joël Toujas-Bernate

Assistante de rédaction :

Bernadette Guiot de la Rochère

Secrétaires de rédaction :

Françoise Berthelin ; Valérie Brossaud ; Nelly Cousté ; Liliane Delanne

Illustration :

Jean-Baptiste Biré ; Pierre Glénat ; Dominique Marty ; Jean-Paul Mer ; Sophie Renaud ; Edmond Stachura

Mise en page :

Sophie Renaud

Rédaction achevée le 12 décembre 1989

AVERTISSEMENT

Cette note analyse la situation de l'économie française à la fin de 1989 et son évolution probable sur le premier semestre de 1990. Elle comporte un chiffrage en termes de comptes nationaux trimestriels. Les chiffres relatifs aux deux derniers trimestres de l'année 1989 ont un caractère prévisionnel, tandis que ceux relatifs aux deux premiers trimestres sont le plus souvent provisoires. Les principales hypothèses ont été arrêtées un peu plus d'un mois avant la parution de cette note, l'hypothèse sur le cours du dollar étant, comme à l'accoutumée, conventionnelle.

CONVENTIONS

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 ; les semestres par I, II.

Sauf précision, les chiffres présentés sont des taux de croissance en glissement semestriel-trimestriel.

Les zones grisées des graphiques comportent des prévisions (ou estimations).

ISSN 0766-6268

Vue d'ensemble

La croissance de l'économie française a été encore plus rapide en 1989 qu'en 1988 : le Produit Intérieur Brut marchand aurait augmenté d'environ 4 % en glissement, après 3,4 % l'an dernier. Le premier semestre de 1990 pourrait marquer un léger ralentissement déjà amorcé au second semestre de 1989 dans l'industrie manufacturière : si l'activité est toujours bien orientée dans les biens d'équipement et les biens de consommation, le ralentissement de la demande étrangère a provoqué un net repli dans les biens intermédiaires.

La consommation a été dynamique au second semestre de 1989 et devrait le rester au début de 1990. Le pouvoir d'achat des ménages a en effet fortement progressé au second semestre ; aux créations d'emplois, dont le rythme n'a pas fléchi, sont venues s'ajouter des hausses de salaires dans la fonction publique comme dans le secteur privé. Une partie de ces hausses correspond à des primes exceptionnelles ; par contrecoup, les évolutions de salaires devraient rester modérées au premier semestre de 1990.

L'augmentation des prix de l'énergie au premier semestre de 1989 et leur léger recul au second ont entraîné un ralentissement de l'inflation au cours des six derniers mois de l'année. La modération des prix des produits manufacturés et la lente décélération du prix des services du secteur privé ont contrasté avec l'accélération des prix alimentaires, qui sont largement responsables de la légère augmentation de l'inflation en 1989.

Le ralentissement de la demande étrangère a affecté les exportations françaises de produits manufacturés au second semestre de 1989. Malgré une modération de la croissance des importations, le déficit commercial approcherait de 50 Mds de F en 1989 et ne s'améliorerait guère au début de 1990. Le net accroissement des exportations de services permettrait toutefois de compenser cette année la dégradation du solde commercial.

*
* *

Biens et services marchands : équilibre ressources-emplois aux prix de 1980												
Taux de croissance en %												
	Glissements semestriels					Glissements annuels			Moyennes annuelles			
	88.I	88.II	89.I	89.II	90.I	1987	1988	1989	1987	1988	1989	
PIB	1,6	1,7	1,9	2,1	1,5	2,8	3,4	4,0	2,0	3,9	3,6	
Importations	2,1	5,2	4,2	3,5	2,7	12,7	7,4	7,9	7,7	8,1	9,1	
Total des ressources	1,8	2,5	2,5	2,4	1,8	4,9	4,4	5,0	3,2	4,8	4,9	
Consommation des ménages	0,4	2,0	0,9	2,3	1,3	3,4	2,4	3,3	2,7	2,8	3,0	
FBCF totale	3,5	2,4	2,0	3,7	2,2	5,8	6,0	5,7	3,7	7,7	4,8	
dont: SQS-EI	4,7	3,6	1,4	4,8	2,5	8,6	8,5	6,3	4,5	10,5	5,7	
ménages	1,1	0,0	2,6	1,5	1,3	0,9	1,1	4,2	1,6	3,0	2,1	
Exportations	0,9	2,5	8,0	3,6	2,5	7,9	3,3	11,9	3,0	6,7	10,6	
Variations de stocks en Mds de F 80	9,5	13,2	11,9	8,3	9,1				27,9	34,6	34,7	
Demande intérieure hors stocks	1,3	2,1	1,2	2,6	1,5	4,2	3,4	3,9	3,2	4,1	3,4	

La croissance demeure soutenue, mais ralentirait au début de 1990

Au premier semestre de 1990, le PIB marchand augmenterait, en francs constants, à un rythme annualisé de 3 %. Sa progression serait en retrait par rapport à celle de l'année 1989, au cours de laquelle le sommet d'une phase de croissance aurait été atteint : en 1989, le PIB marchand aurait augmenté de 4 % en glissement, après 3,4 % en 1988. Compte tenu des profils infra-annuels, le PIB marchand n'aurait progressé en moyenne annuelle que de 3,6 % en 1989, après 3,9 % l'an passé.

Le secteur moteur en 1989 a sans doute été celui des services marchands, dont la production a crû de près de 6 % en glissement. Ces bons résultats sont dus en grande partie aux services liés au tourisme, dont le dynamisme s'est prolongé tout au long du second semestre. Les services liés à l'ingénierie et à la location immobilière ont été eux aussi très bien orientés. Les perspectives restent bonnes pour l'an prochain : de la mi-1989 à la mi-1990, la production de services augmenterait de plus de 5 %. En 1989, l'activité a été également bien orientée dans le secteur des commerces. Le rebond de la consommation des ménages à l'été a soutenu l'activité chez les détaillants. Les performances du commerce de gros ont été bonnes au second semestre, mais moins favorables qu'en début d'année en ce qui concerne le commerce interindustriel.

En effet, ce dernier a été touché par le net ralentissement de la production en biens intermédiaires, intervenu à la fin du premier semestre. La production a peu augmenté dans cette branche au cours des six derniers mois de 1989, alors qu'elle avait été auparavant une des plus dynamiques. Ce ralentissement a touché la plupart des secteurs la composant, et notamment la sidérurgie et la chimie. Il proviendrait essentiellement d'un tassement de la demande mondiale en biens intermédiaires, notamment aux Etats-Unis. Compte tenu d'un excellent premier semestre et malgré les conflits sociaux du second semestre, la croissance de la production automobile en 1989 a été du même ordre que celle de l'an passé. Les branches industrielles les plus dynamiques au second semestre ont été celles des biens d'équipement et des biens de consommation. La première a confirmé le

dynamisme à l'oeuvre depuis 1988, et a bénéficié d'un effort d'investissement toujours soutenu. La seconde a accéléré nettement par rapport aux tendances passées, profitant de la reprise de la consommation des ménages à l'été et d'une accélération des commandes passées par les détaillants. Au total, la production manufacturière a ralenti sensiblement au second semestre. Au premier semestre de 1990, le rythme de croissance de la production manufacturière serait proche de celui du second semestre de 1989. En effet, l'investissement et la consommation resteraient dynamiques, même si la demande étrangère ralentit un peu.

Après une année 1988 exceptionnelle, le bâtiment et les travaux publics (BTP) ont retrouvé en 1989 un rythme de croissance plus modéré, bien qu'encore soutenu. La production en BTP a ainsi augmenté de plus de 3 % en moyenne en 1989, après 6,6 % en 1988. Les perspectives pour l'an prochain restent favorables, compte tenu notamment d'un programme important de travaux publics.

La production agricole a progressé légèrement en 1989 en dépit de la sécheresse. La production animale s'est maintenue et la production végétale a augmenté sensiblement. La récolte de maïs a probablement souffert de la sécheresse, mais celle de blé s'est accrue sensiblement par rapport à l'an passé.

Les créations d'emplois sont restées nombreuses

L'adaptation progressive de l'emploi à une croissance toujours vive, après avoir engendré de forts gains de productivité en 1988, a permis la poursuite de l'augmentation rapide du nombre des emplois. Dans les secteurs marchands non agricoles, les créations nettes d'emplois auraient largement dépassé 200.000 en 1989. De la mi-1989 à la mi-1990, elles seraient un peu inférieures à 250.000. Les emplois nouveaux font de plus en plus l'objet de contrats à durée indéterminée : la croissance de l'emploi intérimaire se serait ralentie au second semestre. Toutes les formes d'emploi précaire ont fléchi. Le nombre des salariés sous contrat à durée déterminée n'a plus augmenté depuis mars 1989 et, surtout, le nombre de stages d'insertion à la vie professionnelle (SIVP) et d'emplois liés à des travaux d'utilité collective (TUC) a diminué notablement. Au premier semestre

de 1990, les mêmes tendances qu'en 1989 se poursuivraient, et la croissance de l'économie dégagerait 120.000 emplois salariés nets.

Depuis le début de 1989, l'industrie crée des emplois

Après des réductions nettes d'effectifs les années passées, l'industrie manufacturière aurait créé entre 30.000 et 40.000 emplois en 1989. L'accroissement des effectifs industriels serait de 0,5 % au second semestre de 1989 comme au premier semestre de 1990, après une augmentation de 0,7 % au premier semestre. Fin 1989, les secteurs manufacturiers qui ont créé le plus d'emplois ont été, comme en début d'année, ceux des biens d'équipement et des biens intermédiaires. Ils seraient relayés au début de 1990 par le secteur des biens de consommation.

Le taux de chômage diminue et pourrait approcher 9 % à la fin juin

Le dynamisme de l'emploi dans les secteurs marchands paraît suffisant pour que se poursuive le recul du chômage jusqu'au milieu de l'année 1990. Néanmoins, les évolutions mensuelles de l'indicateur des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM), utilisées pour mesurer les variations infra-annuelles du taux de chômage, risquent d'être perturbées par les aménagements apportés au traitement social du chômage. L'innovation la plus notable est la suppression des TUC et leur remplacement par les contrats emplois solidarité (CES). Le taux de chômage, actualisé par les DEFM, se rapprocherait de 9 % d'ici à la fin du premier semestre de 1990.

Les prix ont décéléré au second semestre de 1989...

Les prix de détail auraient augmenté de 1,5 % au second semestre de 1989, retrouvant ainsi leur rythme de croissance moyen de l'année 1988 après la nette accélération du premier semestre de 1989 (2,1 %, après 1,4 % au second semestre de 1988). Sur l'ensemble de l'année 1989, leur augmentation aurait été de 3,6 % en glissement après 3,1 % en 1988. Sous l'hypothèse conventionnelle d'une stabilisation du cours du dollar à 6,30 francs et compte tenu d'un léger retrait prévisible du prix du baril de pétrole à 17 \$ au printemps, les prix de détail pourraient

augmenter de 1,9 % au premier semestre de 1990 1/.

... mais le rythme de la hausse des prix sous-jacente est stable

Les prix de l'énergie, avec leur forte augmentation en début d'année suivie d'une légère décrue, ont poussé à la hausse le glissement des prix de détail sur l'ensemble de l'année et surtout ont gouverné leur profil : le glissement annuel 1989 est de 3,6 % pour l'ensemble et de 3,5 % hors énergie. Les mesures de réduction des taux de la TVA ont joué plus nettement à la baisse en 1989 qu'en 1988, et ce sur les deux semestres. Elles ont contribué pour environ 0,4 point par semestre à la modération des prix des produits manufacturés du secteur privé.

Hors effets de baisse de la TVA, le glissement des prix hors énergie aurait été de 3,8 % en 1989. L'accélération de 0,4 point par rapport à 1988 est entièrement imputable aux prix du secteur alimentaire, dont la vive croissance (2,7 % au second semestre de 1989) apparaît comme le contrecoup de leur modération des années 1986 à 1988. Ainsi, les quotas laitiers ont provoqué des abattements particulièrement importants en 1987 qui expliquent le recul actuel de l'offre de viande bovine, alors même que les prix du porc sont dans la phase ascendante de leur cycle. Le rythme de hausse des prix alimentaires pourrait se modérer au premier semestre de 1990 ; en particulier, les tensions créées par la sécheresse sur le prix des légumes ne seraient que transitoires.

Les prix des produits manufacturés du secteur privé auraient augmenté de 0,8 % au second semestre de 1989, après 1,2 % au premier. Hors baisses de TVA 2/, la hausse serait de 2,8 % en 1989 contre 2,4 % en 1988. Cette légère accélération a été entièrement acquise au premier semestre, et a été suivie par un retour à la tendance antérieure de 1,2 % par semestre. La hausse des prix des matières

1/Cette prévision intègre l'effet de la seule baisse de TVA actuellement décidée (passage de 5,5 % à 2,1 % du taux sur les produits pharmaceutiques au 1er janvier 1990).

2/Et effets résiduels sur le début de 1989 du pincement des marges des pharmaciens de novembre 1988.

premières industrielles importées, dont les coûts en francs avaient augmenté de 75 % du début 1987 à mars 1989, paraît avoir cédé la place à un tassement durable. Le léger ralentissement de l'activité à partir de l'été 1989 s'est traduit par deux effets contraires : une baisse des gains de productivité, et donc une augmentation du coût salarial unitaire, et un relâchement des tensions sur l'appareil productif. Ces effets se compenseraient au premier semestre de 1990, si bien que, compte tenu de la baisse du taux de TVA sur les produits pharmaceutiques au 1er janvier, les prix des produits manufacturés resteraient sur une tendance proche de 1 % par semestre (1,1 %).

La lente décélération des prix des services du secteur privé se poursuivrait en 1990 ; mais les autres secteurs des services perdraient l'influence modératrice qu'ils ont eue en 1989. Les hausses des tarifs publics (hors énergie) seraient de 2 % au premier semestre, après 1,1 % sur l'ensemble de 1989 ; les prix des services de santé augmenteraient de 3 % pendant le premier semestre de 1990 après avoir stagné depuis la mi-1988.

L'écart d'inflation entre la France et la RFA s'est réduit à son plus bas niveau depuis 1973 : 0,4 point en octobre 1989. Les hausses des prix énergétiques et alimentaires, ainsi que celle de la fiscalité indirecte ont en effet amené en RFA une nette augmentation de l'inflation. L'écart s'accroîtra mécaniquement de 0,6 à 0,7 point au début de 1990, l'effet de l'augmentation de la fiscalité indirecte allemande en janvier 1989 disparaissant alors du glissement annuel ; mais il devrait ensuite revenir lentement vers son niveau actuel. Plus généralement, l'inflation a depuis le début de 1988 un rythme annuel plus faible en France que chez nos principaux partenaires ; l'écart est resté proche de 1 point depuis l'été 1989.

Les hausses de salaires dans le secteur privé ont été plus modérées au second semestre qu'au premier

Dans le secteur privé, les créations d'emplois au second semestre se sont accompagnées de hausses de salaires plus modérées qu'au premier. Ainsi, le taux de salaire horaire ouvrier (TSH) augmenterait de 2 % entre juillet 1989 et janvier 1990 après 2,2 % entre janvier 1989 et juillet 1989. La hausse du TSH serait plus mar-

quée au premier semestre de 1990. Les bons résultats des entreprises au cours de l'année 1989 favoriseraient en effet les hausses de salaires au début de 1990, comme cela avait été le cas au début de 1989. Les augmentations accordées par les entreprises ne remettent pas en cause leur taux de marge. Ainsi, en 1989, la part des charges salariales dans la valeur ajoutée aurait diminué légèrement ; cette tendance se poursuivrait au premier semestre de 1990.

Les traitements des fonctionnaires ont augmenté fortement en fin d'année

En plus du relèvement général de 1,2 % des traitements au mois de septembre, les fonctionnaires ont bénéficié au second semestre de la prime exceptionnelle de croissance de 1.200 F, soit une masse de 3,1 milliards de francs pour les actifs de la fonction publique d'Etat et de 2,2 milliards pour ceux de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière. Au total, l'indice mensuel des traitements bruts de la fonction publique a progressé de 1,5 % au second semestre après 0,7 % au premier, et de 4,8 % en moyenne annuelle. A ces augmentations se rajoutent différents éléments qui ne sont pas pris en compte dans l'indice, tels les primes versées dans plusieurs ministères et la partie du plan Jospin qui vise à améliorer les déroulements de carrière des enseignants. Ainsi, en 1989, le salaire moyen brut par tête aurait augmenté plus vite dans les administrations publiques que dans les entreprises non financières non agricoles (hors Grandes Entreprises Nationales) d'environ un point et demi, dont un point correspond à la prime exceptionnelle de croissance.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère au second semestre

Le pouvoir d'achat du revenu disponible a augmenté d'environ 3 % au second semestre de 1989, après 0,5 % au premier. En début d'année, le revenu disponible a été amputé par le relèvement des cotisations vieillesse, l'augmentation des impôts et le prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables. En outre, la masse salariale versée aux ménages a bénéficié au second semestre des primes versées dans la fonction publique. Elle a ainsi augmenté de 3,7 % au second se-

mestre après 2,8 % au premier. Enfin, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels, et essentiellement celui des agriculteurs, s'est amélioré au second semestre.

Au premier semestre de 1990, la progression des revenus salariaux serait modérée par contrecoup. En effet, la prime de croissance versée aux fonctionnaires actifs au second semestre de 1989 n'apparaîtrait plus dans les rémunérations. La même mesure, appliquée au même moment aux retraités et ayants droit, expliquerait en grande partie la modération temporaire de l'accroissement des prestations sociales. Enfin, la reconduction du prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables entraînerait une accélération des impôts par rapport à la fin de 1989. Ainsi, le pouvoir d'achat du revenu disponible ne progresserait que de 0,4 % au cours du premier semestre de 1990, soit une croissance équivalente à celle du premier semestre de 1989.

La consommation reste très dynamique...

Le ralentissement temporaire de la croissance du pouvoir d'achat des ménages au premier semestre de 1989 n'a pas eu d'effet sur la consommation au second semestre, où elle a crû d'un peu plus de 2 %. Son profil infra-annuel a été marqué par d'importants reports d'achats de produits manufacturés du deuxième au troisième trimestre, notamment du fait de l'avancement de la date du changement de millésime dans l'automobile depuis 1987. Après n'avoir augmenté que de 0,9 % au premier semestre, la consommation en produits manufacturés a connu un second semestre exceptionnel, avec une croissance de l'ordre de 4 % : l'optimisme des détaillants et le dynamisme du pouvoir d'achat des ménages au second semestre permettent d'envisager des achats record à la fin de 1989 et au début de 1990. Comme lors des années précédentes, les biens durables sont l'élément moteur de la consommation ; la croissance du pouvoir d'achat, le renouvellement rapide des produits et la baisse des prix relatifs, accélérée par les mesures de réduction de TVA, continuent à stimuler les achats. La suppression des avantages fiscaux liés à l'acquisition de véhicules neufs en location avec option d'achat n'aurait qu'un impact limité en fin d'année.

Le ralentissement du pouvoir d'achat au premier semestre de 1990 ne devrait pas avoir d'effet avant l'été. La consommation en produits manufacturés resterait dynamique en début d'année avant de connaître un léger retrait ; la consommation totale augmenterait ainsi de 1,2 % au premier semestre de 1990. Le taux d'épargne avait amorcé une remontée en 1988, après une baisse ininterrompue de six années ; hors fluctuations au trimestre le trimestre, il se maintient depuis à un niveau proche de 12,5 %.

... et l'effort d'investissement demeure soutenu ...

L'industrie concurrentielle a été en 1989 le secteur le plus dynamique en matière d'investissement et le resterait sans doute l'an prochain. La croissance de l'investissement productif y a atteint 9 % cette année après 11 % l'an dernier. Entre 1987 et 1989, l'investissement industriel a ainsi augmenté de plus de 28 %. L'utilisation des capacités de production demeure élevée et les entreprises cherchent encore à ajuster leur stock de capital à une demande plus vive qu'avant 1987. Mais surtout, les industriels, stimulés par la perspective du Grand Marché Européen, devraient poursuivre leur effort de modernisation de l'appareil productif. L'aisance financière des entreprises industrielles leur permettrait de poursuivre l'an prochain un effort d'investissement équivalent à celui qu'elles ont consenti en 1989. Dans le tertiaire marchand, l'investissement avait fortement progressé entre 1985 et 1988 ; il semble avoir ralenti en 1989. Cette inflexion se poursuivrait l'an prochain, les effets stimulants liés au mécanisme d'accélérateur 1/ commençant à s'essouffler.

... tandis que la demande étrangère a ralenti sensiblement...

La demande étrangère en produits manufacturés adressée à la France a été affectée au second semestre par le freinage de l'activité au Royaume-Uni et aux Etats-Unis : la demande en provenance

1/ Lorsque le rythme de croissance de la demande augmente, l'investissement croît temporairement à un rythme plus élevé afin de permettre aux capacités de production de s'adapter au nouveau rythme de croissance.

de l'OCDE aurait crû de 3,5 % au second semestre de 1989, après 5 % au premier. Le maintien du rythme de croissance de la demande mondiale en moyenne en 1989 (de l'ordre de 9,5 %, comme en 1988) recouvre donc un profil assez contrasté.

La demande devrait à nouveau ralentir au premier semestre de 1990 aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. La baisse de la fiscalité directe en RFA, l'ouverture de nouveaux marchés en Europe de l'Est et l'augmentation du revenu des pays de l'OPEP (qui aurait approché 40 % en dollars en 1989) permettraient toutefois à la demande étrangère adressée à la France de conserver au premier semestre de 1990 un rythme de croissance proche de celui du second semestre de 1989, soit environ 7 % en rythme annuel.

... et la croissance de nos exportations s'en ressent.

Le ralentissement de la demande de nos partenaires dès le deuxième trimestre et la forte augmentation du prix des exportations françaises au premier semestre ont conduit à un ralentissement de nos exportations au second semestre, qui a particulièrement affecté les biens intermédiaires.

Nos exportations de produits manufacturés en volume ont augmenté d'environ 9 % en moyenne annuelle en 1989 (après 7,4 % en 1988) ; le mouvement de pertes de parts de marché amorcé en 1985 aurait donc ralenti cette année. Cette amélioration repose cependant en partie sur un profil infra-annuel heurté (avec en particulier un excellent premier trimestre), et doit donc être interprétée avec prudence.

La baisse du dollar depuis la mi-1989, qui affectera notre compétitivité-prix, et la poursuite de la croissance de nos principaux partenaires à un rythme ralenti limiteraient la croissance de nos exportations à environ 3 % au premier semestre de 1990, après 4 % au second semestre de 1989. Les biens d'équipement professionnel et les biens de consommation resteraient les secteurs les plus dynamiques à l'exportation.

La moindre croissance des importations...

Nos importations de produits manufacturés retrouveraient au second semestre de 1989 et au premier semestre de 1990 un rythme de croissance moins rapide (de l'ordre de 4 % par semestre, après 6 % au premier semestre de 1989). Le taux de pénétration, qui mesure la part de la demande intérieure satisfaite par les importations, augmenterait moins vite qu'au début de 1989 ; il reviendrait à la tendance croissante qui est la sienne du fait de l'internationalisation des échanges. Cette relative modération résulterait du ralentissement de l'activité industrielle au second semestre de 1989, puis du tassement de toutes les composantes de la demande finale au premier semestre de 1990.

... ne peut empêcher une nette augmentation du déficit du commerce extérieur...

La dégradation du taux de couverture en volume de nos échanges en produits manufacturés a été relativement forte au second semestre de 1989. La reprise de la progression de nos termes de l'échange à son rythme tendanciel n'a pas permis d'éviter une dégradation du déficit manufacturier CAF/FAB : il aurait approché 35 Mds de F au second semestre de 1989, après 24,2 Mds de F au premier semestre. Le déficit aurait donc été de l'ordre de 58 Mds de F sur l'année 1989, soit environ 20 Mds de F de plus qu'en 1988 et 50 Mds de plus qu'en 1987, et le rythme de détérioration du solde extérieur manufacturier n'a que modérément ralenti.

Au premier semestre de 1990, le taux de couverture en volume pour les produits manufacturés resterait à son niveau du second semestre 1989 ; l'effet de base résultant 1/ serait compensé par la progression des termes de l'échange, si bien que nos échanges manufacturiers enregistreraient un déficit du même ordre qu'au second semestre de 1989.

1/ Le volume des importations étant supérieur à celui des exportations, leur progression au même taux stabilise le taux de couverture en volume, mais creuse le déficit si les termes de l'échange demeurent constants.

Après s'être allégée en 1988, la facture énergétique a retrouvé en 1989 un niveau proche de celui de 1987 (82 Mds de F), le prix du pétrole ayant été en moyenne plus élevé qu'en 1988. L'amélioration du solde agro-alimentaire, qui aurait enregistré un excédent record de 47 Mds de F, n'a pas suffi à compenser la dégradation des soldes énergétique et manufacturier : le déficit commercial FAB/FAB a été d'un peu moins de 50 Mds de F, soit 15 à 20 Mds de F de plus qu'en 1987 et 1988. La baisse du prix du pétrole pourrait réduire légèrement la facture énergétique au printemps 1990, tandis que l'augmentation de nos livraisons de céréales hors de la CEE permettrait à l'excédent agro-alimentaire de reprendre sa progression interrompue au second semestre de 1989. Le déficit commercial resterait ainsi à son niveau semestriel moyen de 1989 au premier semestre de 1990.

... mais grâce aux services, le déficit des transactions courantes ne s'est pas alourdi

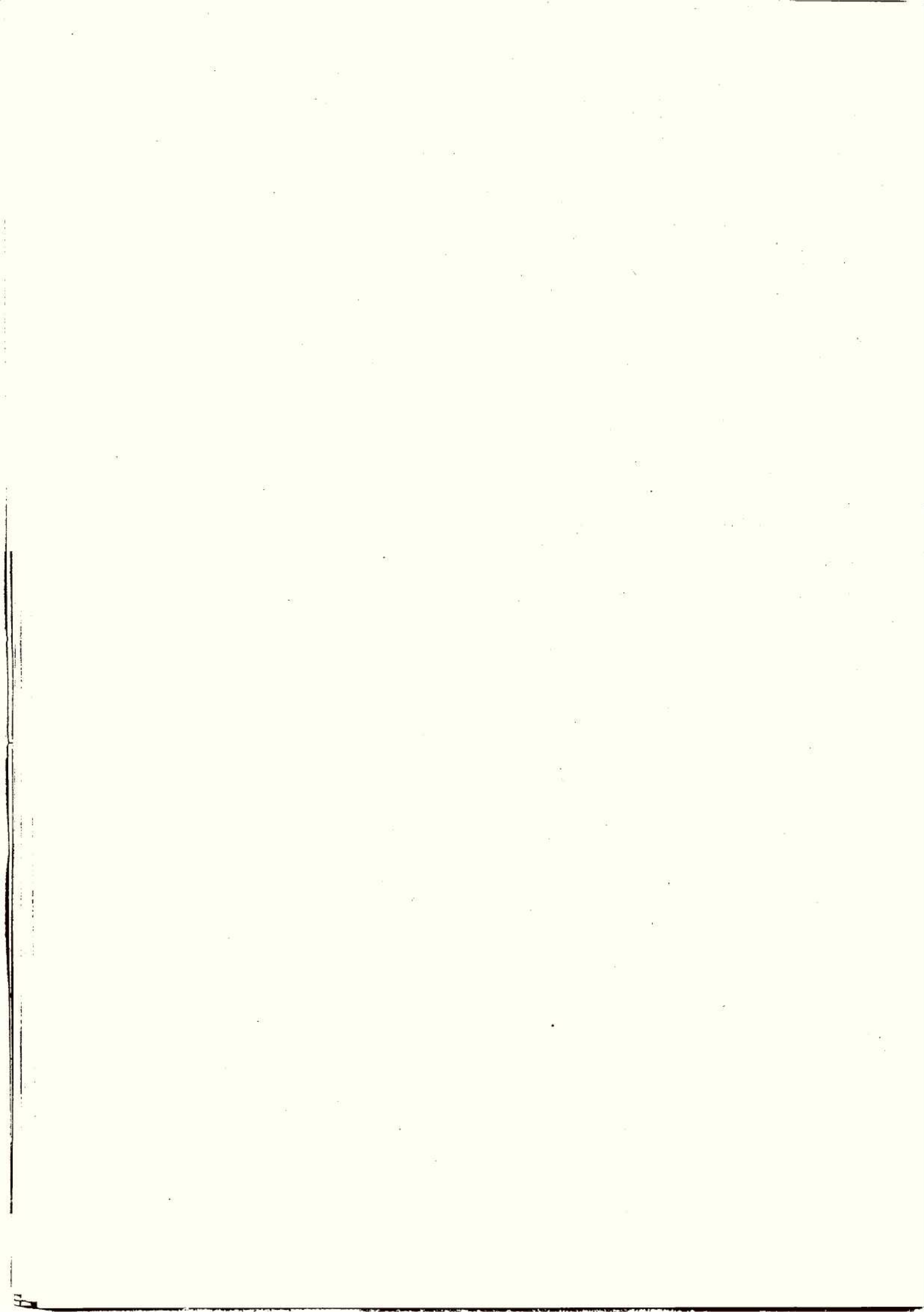
Nos exportations de services ont connu une année exceptionnelle en 1989. En particulier, les recettes touristiques ont

fortement progressé ; leur excédent aurait atteint 35 Mds de F. Ariane et Airbus (à travers les services de gestion qui lui sont liés) ont également réalisé d'excellentes performances. L'excédent des services a permis d'éviter en 1989 une dégradation du déficit des transactions courantes.

*
* *

La croissance de l'économie française, et donc celle de l'emploi, restent limitées par la contrainte qui continue à peser sur nos échanges extérieurs en dépit de la modération des coûts salariaux. La modernisation de notre appareil productif requiert un effort d'investissement qui impose à la consommation de croître moins vite que le PIB 1/. Le retour à une croissance plus équilibrée comporte le rétablissement de nos soldes extérieurs ; on ne peut qu'espérer que leur moindre dégradation en 1989 en soit un signe précurseur.

1/ C'est le cas en 1989, mais dans une moindre proportion qu'en 1988.



Theme

